

ENQUETE PUBLIQUE

Création d'une Zone Agricole Protégée du Vallon de Valbrillant et Labouaou Commune de Meyreuil

DÉCISION N° 2200033/13 DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE DU 16 mai 2022

ARRÊTÉ DU PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE DU 08 juin 2022



Commissaire Enquêteur

Jean-Claude CICCARIELLO

Annexes

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'JC', is written over a faint, larger signature that is mostly obscured.

Preamble

Sont rassemblés dans cette annexe la totalité des documents relatifs à l'enquête publique, permettant ainsi de retrouver toutes informations s'y rapportant.

Documents Tribunal Administratif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

16 mai 2022

N° 22000033/13

LA PRÉSIDENTE
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire enquêteur

Vu enregistrée le 3 mai 2022 la lettre par laquelle le Préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la création d'une zone agricole protégée sur le territoire de la commune de Meyreuil/Vallon de Valbrillant et Labouaou.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022.

DECIDE

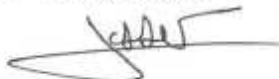
Article 1^{er} : Monsieur Jean-Claude Ciccariello est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

Article 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au Préfet des Bouches-du-Rhône et à M. Jean-Claude Ciccariello.

Fait à Marseille, le 16 mai 2022.

La 1^{ère} Vice-présidente,



Muriel JOSSET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marseille, le 17/05/2022

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE

31 rue Jean-François Leca
13235 MARSEILLE CEDEX 02
Téléphone : 04.91.13.48.13
Télécopie : 0491.81.13.87/89

E22000033 / 13

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h15

Monsieur Jean-Claude CICCARIELLO
Quartier sous le Crêt
428, chemin du Cougnaou
13320 BOUC BEL AIR

Dossier n° : E22000033 / 13
(à rappeler dans toutes correspondances)

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Enquête publique : Création d'une zone agricole protégée sur la commune de Meyreuil

Je soussigné(e), Monsieur Jean-Claude CICCARIELLO, Chef de projet CEA - Cadarache, demeurant Quartier sous le Crêt 428, chemin du Cougnaou, BOUC BEL AIR (13320), désigné(e) pour l'enquête publique susvisée, déclare sur l'honneur ne pas être intéressé(e) à l'opération à titre personnel ou en raison de mes fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumis à enquête au sens des dispositions de l'article L. 123-5 du code de l'environnement.

A Bouc-Bel-Air

Le 17 mai 2022

Signature



Documents Préfecture



Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement

Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
✓ Mission Environnement et Enquêtes publiques

Arrêté préfectoral

portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet de création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) sur le territoire de la commune de MEYREUIL / Vallon de Valbrillant et Labouaou.

Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L112-2 et R112-1-4 à R112-1-10;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-16 et R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes;

VU le code des relations entre le public et l'administration;

VU la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire;

VU le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire;

VU la délibération du conseil municipal de MEYREUIL du 20 mai 2021 approuvant le projet de création d'une Zone Agricole Protégée sur le territoire communal et en déterminant le périmètre ;

VU l'avis favorable de la Commission Départementale d'Orientation Agricole (CDOA) du 1^{er} octobre 2021 ;

VU l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône du 29 septembre 2021 ;

VU l'avis réputé tacite favorable ou l'information d'absence d'observation de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) du 18 août 2021;

VU l'avis favorable du Groupement de Producteurs Brousse du Rove ;

VU l'avis favorable du Syndicat des IGP viticoles des Bouches du Rhône ;

VU l'avis réputé tacite favorable du Syndicat Général des Coteaux d'Aix-en-Provence ;

VU l'avis réputé tacite favorable du Syndicat de Défense et de Gestion Appellation PALETTE ;

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -
Téléphone : 04 64 35 40 00
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

1/5

VU l'avis réputé tacite favorable du Syndicat AOC Huile d'Olive de Provence ;

VU l'avis réputé tacite favorable du Syndicat AOC Huile d'Olive d'Aix en Provence ;

VU l'avis réputé tacite favorable du Syndicat des Vins Côte de Provence ;

VU la note de présentation de la Direction départementale des Territoires et de la Mer (Service Agriculture et Forêt) du 21 avril 2022 sollicitant la mise à l'enquête publique ;

VU la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours ;

VU l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours ;

VU la décision n°E22000033/13 du 16 mai 2022 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées à l'article R 112-1-5 du code rural et de la pêche maritime ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de soumettre le projet à une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les dispositions requises relatives à la crise sanitaire liée au Covid-19 sont compatibles avec la tenue de ladite enquête publique, dans le respect des prescriptions réglementaires y afférentes et des règles de sécurité sanitaire en vigueur ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé, pendant trente-deux jours consécutifs, **du vendredi 8 juillet 2022 au lundi 8 août 2022 inclus**, à l'ouverture d'une enquête publique, en mairie de MEYREUIL (siège de l'enquête), portant sur le projet de création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) sur le territoire de la commune de MEYREUIL / Vallon de Valbrillant et Labouaou.

Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur

A été désigné, en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur Jean-Claude CICCARIELLO, Chef de projet CEA Cadarache - retraité.

Article 3 : Procédure et déroulement de l'enquête

3.1 Mesures générales liées à l'épidémie de covid 19

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -
Téléphone : 04 84 35 40 00
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

2/5

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

3.2 Le Dossier d'enquête

Le dossier d'enquête sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera tenu à la disposition du public, en mairie de MEYREUIL (Mairie de Meyreuil – Hôtel de ville – 13590 MEYREUIL), siège de l'enquête, pendant une durée de trente-deux jours consécutifs, **du vendredi 8 juillet 2022 au lundi 8 août 2022 inclus**, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h) et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable, pendant toute la durée de l'enquête, sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Meyreuil>

Le dossier d'enquête peut également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau N°421 – Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant auprès de la direction susmentionnée de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

3.3 Propositions et observations du public

Pendant la durée de l'enquête, le public¹ pourra consigner ses observations et propositions du vendredi 8 juillet 2022 au lundi 8 août 2022 inclus :

- sur le registre d'enquête publique établi sur feuillets non mobiles coté et paraphé par le commissaire enquêteur, disponible en mairie de MEYREUIL ;
- par courriel à l'adresse suivante: pref-ep-zapmeyreuil@bouches-du-rhone.gouv.fr (capacité maxi 5MO) du vendredi 8 juillet 2022 (9h00) au lundi 8 août 2022 (17h00) ;
- par voie postale au commissaire enquêteur au siège de l'enquête.

En outre, les observations écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Jean-Claude CICCARIELLO qui se tiendra à la disposition du public, au siège de l'enquête, à l'adresse précitée, aux jours et heures suivants :

- Vendredi 8 juillet 2022	de 9h00 à 12h30 ;
- lundi 18 juillet 2022	de 9h00 à 12h30 ;
- mercredi 27 juillet 2022	de 9h00 à 12h30 ;
- mercredi 3 août 2022	de 9h00 à 12h30 ;
- lundi 8 août 2022	de 9h00 à 12h30.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-14 à R123-17 du code de l'environnement.

1 - Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

Conformément à l'article R123-13 du code de l'environnement (modifié par décret n°2021-837 du 29 juin 2021), les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et orales émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête, aux heures d'ouverture au public.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la Préfecture précitée.

Par ailleurs, l'ensemble des observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Article 4 : Publicité de l'enquête

Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique et établi conformément aux dispositions des articles L.123-10, R.123-9 et R.123-11 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, par les soins du maire concerné, dans la commune de MEYREUIL, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches devront être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du Ministère de la Transition écologique du 09 septembre 2021.

Cet avis d'enquête sera également publié par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

Enfin, l'avis d'enquête sera publié par voie dématérialisée sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 5 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le pétitionnaire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19, alinéa 2 du code de l'environnement, qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que les réponses éventuelles du responsable du projet.

Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et ses conclusions motivées.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 6 : Consultation du rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera :

- adressée par le Préfet à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête;
- adressée par le Préfet à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service de l'Agriculture et de la Forêt/ Pôle Exploitations et Espaces agricoles - 16, rue Antoine Zattara - 13332 MARSEILLE cedex 3;
- tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la Préfecture des Bouches-du-Rhône (Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement / BUPCE Bureau 404) et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône.

Article 7 : Décision adoptée au terme de l'enquête

Au terme de l'enquête publique, l'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre de l'article R112-1-8 du code rural et de la pêche maritime est le Préfet des Bouches-du-Rhône par arrêté portant classement du périmètre du projet en Zone Agricole Protégée.

Article 8 : Personne responsable du projet

La personne responsable du projet est la commune de MEYREUIL. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du service urbanisme (tel : 04 42 65 90 55).

Article 9 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de la commune de MEYREUIL
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à Marseille, le 08 JUIN 2022

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



Anne LAYBOURNE

Documents Enquête

Tableau récapitulatif				
Organisme	Références	Date	Commentaires et	avis
Extrait du registre de délibération du conseil municipal de Meyreuil	2021-DGS-DEL-68	20-05-2021	Délibération à l'unanimité	Avis favorable du conseil Municipal
DDTM service de l'Agriculture et de la forêt « IGP »	-	09-08-2021	Précise la notion d'appellation	Donne un avis favorable
AOP Brousse du Rove	Mail	27-08-2021	Enthousiaste	Donne un avis Favorable
Chambre Agricultures et Territoires	CA/MM/856	29-09-2021	Projet souhaitable	Avis favorable
Service Agriculture et Forêt		21-04-2022		Avis favorable de la commission départementale et de d'orientation agricole le 01-10-2021. Accord tacite INAO
Institut National de l'Origine et de la Qualité	18/08/2021	18-08-2021	Aucune remarque, dans la mesure où l'activité de la nouvelle ZAP n'affecte pas l'activité des AOC et de IGP concernés	Avis favorable Accord tacite
Commission Départementale d'Orientation Agricole CDOA	Compte rendu	01-10-2021		Mis au vote : 19 avis favorable 2 abstentions
IGP Viticole des Bouches du Rhône				Avis favorable Accord tacite
Syndicat Général des Coteaux d'Aix en Provence				Avis favorable Accord tacite
Syndicat de défense et de la gestion Appellation PALLETTE				Avis favorable Accord tacite
Syndicat AOC huile d'olive de Provence				Avis favorable Accord tacite
Syndicat AOC huile d'olive d'Aix en Provence				Avis favorable Accord tacite
Syndic des Vins Côte de Provence				Avis favorable Accord tacite

Accusé de réception en préfecture
013-211300603-20210520-2021-DGS-DEL-68-DE
Date de télétransmission : 24/05/2021
Date de réception préfecture : 24/05/2021

2021-DGS-DEL-68



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers : L'an deux mille vingt et un
Le 20 mai :
en exercice : 29 le Conseil municipal de la commune de MEYREUIL
présents : 21 dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Pascal GOURNES, Maire.
votants : 26 Date de convocation du Conseil municipal : 12 mai 2021

PRESENTS : Tous les conseillers à l'exception de : Sabine MICHELIER (pouvoir à Agnès POMPON); Brigitte LEROY (pouvoir à Odette PITAULT); Gérard OBERT (pouvoir à Agnès BERMOND); Bruno TERRIER (pouvoir à Agnès BERMOND); Jean-Louis GEIGER (pouvoir à Françoise GORI), Jérôme VIALA; Monica ARQUIER; Olivier GIORDANO

OBJET :

Validation du rapport
de présentation et du
périmètre de la ZAP
de Valbrillant -
saisine de Monsieur
le Préfet

Monsieur le Maire :

Rappelle que la commune de Meyreuil a présenté en Conseil Municipal du 27 septembre 2019 le projet de création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) sur le secteur du Vallon de Valbrillant et de Labouaou. La Chambre d'Agriculture a été saisie dans le cadre d'une convention de partenariat pour assister la commune dans cette démarche.

Ce projet de ZAP fait suite à la volonté de la commune de protéger ses espaces agricoles et de soutenir les agriculteurs. Le PLU, approuvé en 2013, atteste d'orientations fortes au bénéfice d'une agriculture de qualité, vecteur économique et social, et contributrice stratégique à la dimension patrimoniale et paysagère du territoire.

Dans son Projet d'aménagement et de développement durable, elle est soucieuse de maintenir la qualité et la diversité des paysages agricoles et naturels, de renforcer les continuités agricoles, de préserver, diversifier et mettre en valeur les terroirs locaux (AOC/AOP) et pérenniser les grands domaines constituant un ensemble patrimonial d'une grande valeur. Le rapport de présentation pointe par ailleurs la nécessité de renforcer la vente directe, les circuits courts de distribution et l'agritourisme. Le PLU a classé 248 ha en zone agricole, soit 55 ha de plus que le POS précédent.

S'agissant de la dynamique agricole de Meyreuil, la surface agricole utile est passée de 360 ha au recensement général agricole de 2000 à 273 ha au RGA de 2010, soit une perte de 24 %. La perte de SAU est très nette concernant les céréales avec une perte de 65 ha (- 31 %). La perte en viticulture est beaucoup plus faible puisque sa SAU était de 49,6 ha en 2000 contre 44,2 ha en 2010. La population active agricole permanente est passée de 89 effectifs à 53 en 2010. Le nombre d'exploitation est relativement stable (20 en 2000, 19 en 2010). La commune compte 3 exploitations viticoles (autant en 2000 et 2010). En 2010, 15 exploitations pratiquent les circuits-courts de distribution.

En complément de ces données, la Commune a réalisé en 2015 un diagnostic agricole communal en partenariat avec la Chambre d'Agriculture. Ce diagnostic agricole, venu compléter l'approche PLU, a permis à la commune d'affiner la question agricole et d'approfondir sa réflexion sur la localisation et la forme de l'action à mener en priorité.

J.C. CICCARELLI

08.07.2022

Accusé de réception en préfecture
013-211300603-20210520-2021-DGS-DEL-68-DE
Date de télétransmission : 24/05/2021
Date de réception préfecture : 24/05/2021

Dans ce cadre, le vallon de Valbrillant, encadré à l'Est par le domaine du même nom et à l'Ouest par la ferme de Labouaou, est apparu comme un secteur prioritaire pour la commune. Ce caractère prioritaire est justifié par la situation géographique de cet ensemble, placé entre le pôle d'activité du Canet de Meyreuil et l'entrée Est du village et de ce fait soumis à une forte pression foncière, par sa dimension agricole et patrimoniale, par l'importance surfacique des terres actuellement sous-valorisées, la qualité et la diversité des sols agricoles, un niveau d'équipement permettant de travailler sur différents types d'orientations culturelles.

La commune souhaite se donner les moyens de mener sur le secteur du Vallon de Valbrillant une action sereine et efficace pour un développement agricole au service de l'économie locale et de la qualité de vie de ses habitants. Pour ce faire, elle poursuit le projet de mettre en place une zone agricole protégée, associée à un programme d'actions permettant de concrétiser le projet agricole communal.

Les zones agricoles protégées (ZAP) sont définies par l'article L112-2 du code rural. Il dispose que « Des zones agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique, soit de leur qualité agronomique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Elles sont délimitées par arrêté préfectoral pris sur proposition ou après accord du conseil municipal des communes intéressées ou, le cas échéant, sur proposition de l'organe délibérant de l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme ou sur proposition de l'établissement public compétent en matière de schéma de cohérence territoriale après accord du conseil municipal des communes intéressées, après avis de la Chambre d'agriculture, de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) dans les zones d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) et de la Commission Départementale d'Orienta-tion de l'Agriculture (CDOA) et enquête publique. L'existence de parcelles boisées de faible étendue au sein d'une telle zone ne fait pas obstacle à cette délimitation.

Le classement en ZAP permet de protéger les terres à vocation agricole du développement urbain d'une commune.
Elles sont annexées au PLU dans le cadre des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols.

Tout changement d'affectation ou de mode d'occupation du sol qui altère durablement le potentiel agronomique, biologique ou économique d'une zone agricole protégée doit être soumis à l'avis de la Chambre d'agriculture et de la Commission Départementale d'Orienta-tion de l'Agriculture (CDOA). En cas d'avis défavorable de l'une d'entre elles, **le changement ne peut être autorisé que sur décision motivée du préfet.**

La proposition d'une Zone Agricole Protégée sur le secteur de Valbrillant – Labouaou s'appuie sur les critères suivants :

- Le potentiel agricole recensé sur la commune de Meyreuil en 2015 est morcelé, or le Vallon de Valbrillant et Labouaou représente à lui seul 31 % du potentiel agricole de la commune.
- Témoin d'une forte pression foncière, la part du potentiel sous valorisé sur ce secteur est supérieure aux autres secteurs (près de la moitié du potentiel agricole sous valorisé de la commune se situe sur le secteur de Valbrillant – Labouaou)
- Il présente une bonne qualité agronomique, est irrigable via le réseau du Canal de Provence.
- Une partie du secteur (Vallon de Valbrillant) est couvert par l'AOP

92

Accusé de réception en préfecture
013-211300603-20210520-2021-DGS-DEL-68-DE
Date de télétransmission : 24/05/2021
Date de réception préfecture : 24/05/2021

Village Coteaux d'Aix en Provence

- Les espaces agricoles remplissent différents rôles essentiels pour le territoire : supports d'une activité économique, coupure d'urbanisation, dimension patrimoniale et paysagère
- La DTA des Bouches du Rhône, le SCOT du Pays d'Aix et le PLU de la commune, recommandent de préserver les espaces agricoles périurbains, notamment, d'après le PLU, ceux qui permettent une valorisation paysagère des entrées de ville ou village

La mise en place d'une Zone agricole Protégée, en affirmant de façon forte la vocation agricole durable des surfaces concernées, vise à :

- Pérenniser sur le long terme les espaces agricoles du Vallon de Valbrillant et Labouaou
- Réduire la pression foncière qui s'exerce sur ces espaces
- Sensibiliser les habitants de Meyreuil à la place de l'agriculture sur la commune
- Servir de base pour développer des actions en faveur de l'agriculture : animation foncière, amélioration fonctionnelle de la zone agricole, promotion des productions

La proposition du périmètre de ZAP se base essentiellement sur les 4 critères suivants :

- La qualité de la production
- La qualité agronomique des sols
- La situation géographique des espaces agricoles considérés, particulièrement sensible à la pression foncière et/ou au risque incendie et/ou à fort enjeux environnementaux
- La construction d'un périmètre cohérent pour assurer la fonctionnalité de l'activité agricole

Au regard de cette analyse et de la définition des Zones Agricoles Protégées (Article L112-2 du code rural), le rapport de présentation de l'étude conduite en partenariat avec la Chambre d'Agriculture a conduit à la proposition de classement en Zone Agricole Protégée le périmètre suivant :



200

Accusé de réception en préfecture
013-211300603-20210520-2021-DGS-DEL-68-DE
Date de télétransmission : 24/05/2021
Date de réception préfecture : 24/05/2021

Ce périmètre représente une surface de 80,90 ha. Sur les 80,90 ha, le potentiel agricole représente 71,01 ha :

- 49,70 ha sont valorisés,
- 21,31 ha sont non valorisés.

Sur ces 80,90 ha, 73,15 ha sont situés en zone agricole au PLU de la commune. Les autres surfaces sont situées en zone naturelle (N, Nx ou Nf). Le potentiel agricole avéré de ces surfaces justifie leur classement en zone agricole protégée.

Au-delà de la seule protection réglementaire, la ZAP permet aussi d'engager avec la profession un travail de moyen et long terme sur le développement de l'activité agricole en identifiant un programme d'actions adapté aux enseignements du diagnostic territorial qui sera produit. L'investissement public qui sera réalisé pour soutenir ce plan d'actions sur le secteur de ZAP sera pérennisé par cet outil.

En effet, le rapport de présentation du projet identifie des actions pour accompagner la mise en place de la ZAP. Il s'agit notamment :

- De mobiliser les friches pour permettre le développement des exploitations et l'installation de nouveaux agriculteurs
- De communiquer auprès du grand public sur les aménités de l'agriculture
- Ou encore, améliorer la fonctionnalité des espaces agricoles du secteur d'étude.

Ces actions pourront être mises en place dans le périmètre de la ZAP et bénéficier par la suite à l'ensemble des agriculteurs de la commune.

Pour mémoire, plusieurs démarches ont déjà abouti sur le territoire de la Métropole. Une ZAP a en effet été approuvée sur la commune de Pertuis en septembre 2016 sur près de 1450 ha, celle de Cuges-les-Pins a été approuvée fin 2017 sur près de 300 ha, celle de Vitrolles, plus modeste sur 92 ha en février 2018, celle de Rognac en juillet 2019 sur 184 ha et celle de Gignac-la-Nerthe en 2020 sur 341 ha. Plusieurs ZAP sont en cours d'approbation ou à l'étude.

En région PACA, 22 ZAP sont approuvées et plusieurs procédures sont en cours de finalisation.

Le projet de Meyreuil, justifié par la volonté concrète d'agir sur un territoire correspondant à une véritable unité de projet, vient grossir ces rangs.

Le Conseil Municipal,

- Considérant la Loi d'Orientation Agricole du 9 septembre 1999 qui permet le classement en zone agricole protégée d'espaces agricoles dont la préservation présente un intérêt général en raison de la qualité de leur production, de leur situation géographique ou de leur qualité agronomique,
- Considérant le Schéma de cohérence du Pays d'Aix approuvé le 17 décembre 2015,
- Considérant le Plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 22 mars 2013,
- Considérant le projet de Projet Alimentaire Territorial porté par la métropole Aix-Marseille Provence en co-pilotage avec le Pays d'Arles, soutenu par le Département,
- Considérant le rapport de présentation de la Chambre d'Agriculture pour la création d'une ZAP du vallon de Valbrillant et La Bouaou,

xc

Accusé de réception en préfecture
013-211300603-20210520-2021-DGS-DEL-68-DE
Date de télétransmission : 24/05/2021
Date de réception préfecture : 24/05/2021

- Considérant que la ZAP permet d'ériger la vocation agricole en servitude d'utilité publique,
- Considérant que la commune de Meyreuil a souhaité créer une ZAP sur son territoire portant sur une surface 80.90 ha, correspondant au périmètre ci-annexé ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

- Valide le rapport de présentation de la Chambre d'Agriculture pour la création d'une ZAP du vallon de Valbrillant et La Bouaou et le projet de périmètre proposé
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter le Préfet du Département pour le lancement d'une procédure de création de ZAP sur le périmètre valloé et à lui transmettre le dossier correspondant pour engagement de la phase administrative comprenant la consultation des organismes officiels, ainsi que l'organisation d'une enquête publique préalable à la prise de l'arrêté préfectoral
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire et à saisir le Département des Bouches-du-Rhône pour une demande de subvention au taux le plus élevé.

Fait en séance, les jours, mois et an que dessus.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Meyreuil, le 20 mai 2021

Le Maire,


Jean-Pascal GOURNES

JC. Piccaviello
08.09.2022





Zone agricole protégée du Vallon de Valbrillant et Labouaou Commune de Meyreuil

Rapport de présentation

Rapport rédigé par la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhône

DC. CICCARIELLO
02.04.2022



DIAGNOSTIC AGRICOLE PROSPECTIF

Commune de Meyreuil

Septembre 2015



ATLAS CARTOGRAPHIQUE

Chargée de projet : Corinne ACHARD
Chargée d'étude & cartographie : Julie REMY



JUILLET 2021

Zone agricole protégée du Vallon de Valbrillant et Labouaou Commune de Meyreuil

- Délibération du conseil municipal du 20 mai 2021
- Rapport de Présentation
- Périmètre de ZAP format A3

le 08-07-2022

Ensemble des
documents signés
M. Ciccariello



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Affaire suivie par :
Martine AUBOIRON-RIFF
Tél : 04 91 26 42 47
Courriel : martine.auboiron-riif@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

29 JUIN 2021

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LAGAS

M. le Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
Maison des Agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
13626 Aix en Provence Cedex 1

P.J : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal

16, rue Antoine Zaffara - 13552 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 26 40 40
marseille.bouches-du-rhone.gouv.fr

DE CICCARIELLO

08.07.2022



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Marseille, le

29 JUIN 2021

Affaire suivie par :
Marilyne AUDIRON-RIFF
Tél : 04 91 20 42 47
Courriel : marilynne.audiron-riiff@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef de Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

M. le Président du Syndicat AOC Huile d'Olive d'Aix-en-Provence
Maison des Agriculteurs - Bureau 210
22 avenue Henri Pontier
13626 Aix en Provence Cedex 1

PJ : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal Monsieur le Président

16, rue Antoine Zallara - 13032 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 20 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

CC. CICCARELLI
08.07.2022



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Marseille, le

29 JUIN 2021

Affaire suivie par :
Marilyne AUBIRON-RIPP
Tél : 04 91 28 42 47
Courriel : marilyn.aubiron-riff@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

M. le Président du Syndicat des IGP viticoles des Bouches-du-Rhône
Maison des Agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
13626 Aix en Provence Cedex 3

PJ : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal

16, rue Antoine Zattara - 13232 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 28 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

JC. CICCARELLO
05-07-2022



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Affaire suivie par :
Marilène AUBOIRON-REFF
Tél. : 04 91 28 42 47
Courriel : marilene.auboiron-ref@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 29 JUIN 2021

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et modifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

M. le Président du Syndicat Général des Coteaux d'Aix-en-Provence
Maison des Agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
33626 Aix en Provence Cedex 1

PJ : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal

18, rue Antoine Zola - 13332 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 28 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Marseille, le

30 AOÛT 2021

Attire suivie par :
Martine AUBERON-RUFF
Tél. : 04 91 28 42 47
Courriel : martine.auberon-ruff@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 1 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

M. le Président du Syndicat de Défense et de Gestion Appellation PALETTE
Château Simone
13590 MEYREUIL

P.J. : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal

M. CICCARIELLO
08. 07. 2022

16, rue Antoine Zaffari - 13532 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 28 40 49
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Imprimé par AUBOIRON-RIFF Marilyne - DDTM 13/SAF/PEEA

Sujet : [INTERNET] ZAP Meyreuil

De : > jacourelle (par internet) <jacourelle@wanadoo.fr>

Date : 27/08/2021 07:52

Pour : marilyne.auboiron-riff@bouches-du-rhone.gouv.fr

Bonjour,

Je répond à votre courrier concernant la future Zone Agricole Protégée de Meyreuil avec un peu de délai, le courrier de l'Organisme de Gestion de l'AOP Brousse du Rove n'étant pas relevé quotidiennement.

Nous sommes enthousiastes que certaines communes, trop peu nombreuses à notre avis, prennent une telle décision.

La « sanctuarisation » des zones agricoles ne peut qu'être un coup de pouce à la dynamique à l'installation que notre AOP essaye d'initier, nous sommes très favorables à ce type d'outil, certes perfectibles, mais qui permettent tout de même de protéger les quelques zones agricoles de notre secteur non encore bétonnées.

Meyreuil est un village où une productrice de l'AOP est installée, cette ZAP ne peut que pérenniser son activité.

Cordialement

Pour l'AOP Brousse du Rove

François Borel

0609862918

La Jacourelle RD 67A

13640 La Roque-d'Anthéron

7C. ORGANISME

08-01-2022





Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Affaire suivie par :
Marilyne AUBOIRON-RIFF
Tél. : 04.91.28.42.47
Courriel : marilynne.auboirn-riif@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 29 JUIN 2021

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Directeur,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 1 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

M. le Directeur de l'INAO
Parc Tertiaire Valgora- Bâtiment C
avenue Alfred Kastler
83160 La Valette-du-Var

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

P.J. : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal

16, rue Antoine Zallari - 13002 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 28 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

TC. RICCARIELLO

08-07-2022



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Affaire suivie par
Marlyne AUBOIRON-RIFF
Tél : 04 91 28 42 47
Courriel : marlyne.auboiron-riif@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **29 JUL. 2021**

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

le Chef du Service
de l'Agriculture et de la Forêt


Faustine BARDEY

Monsieur le Président du groupement de Producteurs Brousse du Roze
Hotel de ville
BP du Groupement de Producteurs Brousse du Roze
4 rue Jacques Duches
13740 Le Roze

PJ : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal

Accusé de réception
08.08.2021


**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Affaire suivie par :
Marilène AUBOIRON-RIFF
Tél. : 04 91 28 42 47
Courriel : marilene.auboiron-ri@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **29 JUIN 2021**

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil


Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.


Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

M. le Président du Syndicat AOC Huile d'Olive de Provence
Maison des Agriculteurs
12 avenue Henri Pontier
13626 Aix en Provence Cedex

PJ : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal Monsieur le Président

J.C. DICHIENELLO
D. L. 2021



Aix-en-Provence, le 09/08/21

**Direction Départementale des Territoires
et de la Mer des Bouches-du-Rhône
Service de l'Agriculture et de la Forêt
16 rue Antoine Zattara
13332 Marseille cedex 3**

Objet : Zone Agricole Protégée – Meyreuil
Affaire suivie par : Marlène Aubeiron-Riff

Lettre Recommandée avec AR

Monsieur le Chef de Pôle,

Nous vous remercions de prendre attache auprès de l'organisme de défense et de gestion des vins IGP que je représente concernant une demande de ZAP.

Je vous précise cependant que les vins IGP ne sont pas produits sur une aire d'appellation d'origine mais sur un territoire définissant une production à Indication Géographique Protégée.

Le département des Bouches-du-Rhône produit des vins IGP reconnus signe de qualité depuis 2009. Leur zone de production s'étend sur l'ensemble du territoire de notre département, elle s'élève à plus de 250 000hl, en moyenne par an.

Sur notre département l'agriculture fait partie d'un écosystème économique durable. Nous sommes sensibles à la protection des espaces agricoles et de leur biodiversité au travers de la consolidation des exploitations et l'installation des agriculteurs. Nous souscrivons aux objectifs de la commune de Meyreuil concernant la sensibilisation de la population sur les aspects positifs de l'agriculture, le développement d'actions en faveur de l'agriculture.

Pour ces raisons, nous donnons un avis favorable à la demande de la commune de Meyreuil de créer une ZAP du Vallon de Valbrillant et Labouaou.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef de Pôle, l'expression de mes sincères salutations.

Le président,


Jean-Claude PELLEGRIN

Syndicat / OIV des IGP viticoles des Bouches-du-Rhône
Maison des Agriculteurs - 22 avenue Henri Pottier
13626 Aix-en-Provence cedex 01
tel : 04 42 25 54 87 - e-mail : bonjour@igp-bdr.fr
site : 450 754 304 0000



J.-C. PELLEGRIN
08-08-2020



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Marseille, le 29 JUIN 2021

Affaire suivie par :
Marlyne AUBIRON-RIFF
Tél. : 04 91 28 42 47
Courriel : marlyne.aubiron-riff@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LACAS

M. le Président du Syndicat AOC Huile d'Olive de Provence
Maison des Agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
13626 Aix en Provence Cedex

PJ : Rapport de présentation de la ZAP
Délibération du Conseil Municipal Monsieur le Président

16, rue Antoine Zattari - 13392 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 20 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

JC. DICHAMPELLO
DR. de not.



Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et de la Forêt

Affaire suivie par :
Marilyne AUBOIRON-RIFF
Tél. : 04 91 28 42 47
Courriel : marilynne.auboirou-riif@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

29 JUIN 2021

Objet : Zone Agricole Protégée - Meyreuil

Monsieur le Président,

Conformément aux articles L.112-2 et R.112-1-4 à R.112-1-10 du code rural et de la pêche maritime, je sollicite votre avis sur la Zone Agricole Protégée (ZAP) de la commune de Meyreuil qui relève de votre aire d'appellation d'origine.

Je vous rappelle que la ZAP est un outil issu de la loi d'Orientation Agricole du 9 juillet 1999 complétée par un décret d'application de 2001, et codifiée dans le code rural (L.112-2) : « des zones dont la préservation présente un intérêt général en raison soit de la qualité de leur production, soit de leur situation géographique peuvent faire l'objet d'un classement en tant que zones agricoles protégées ».

Je vous remercie de bien vouloir me notifier votre avis dans un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du Pôle Exploitations
et Espaces Agricoles

Jean-Guillaume LASAS

M. le Président du Syndicat des Vins Côtes de Provence
Maison des Vins- RN 7
83460 Les Arcs-sur-Argens

P.J : Rapport de présentation de la ZAP

Délibération du Conseil Municipal

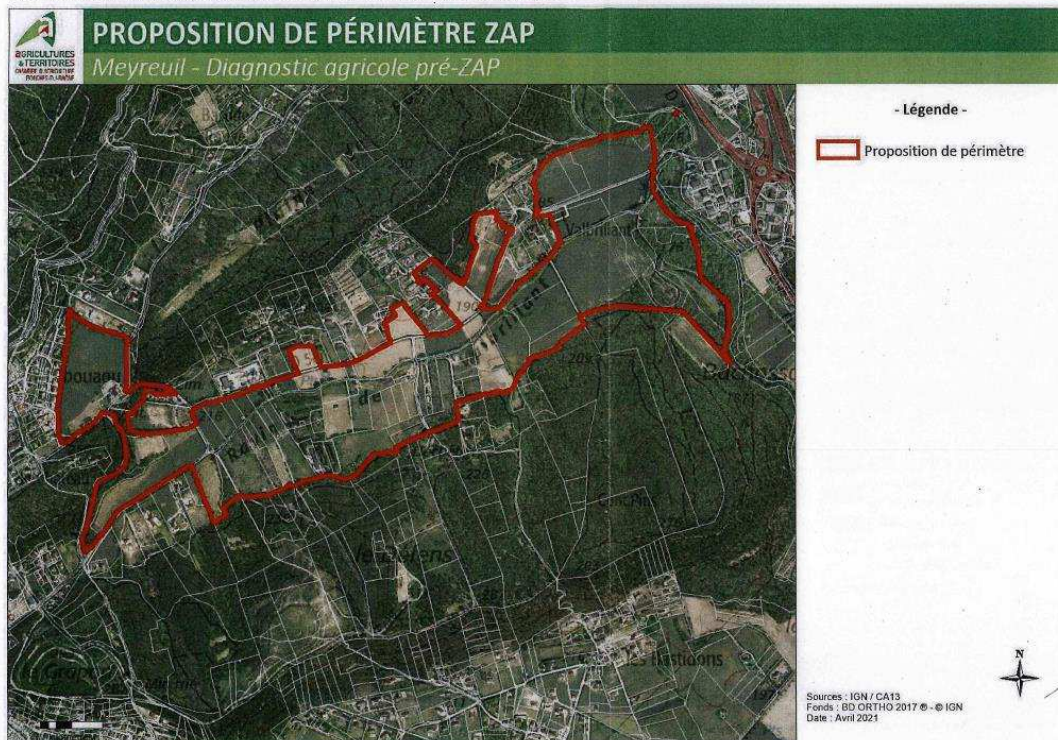
18, rue Antoine Zetani - 13032 Marseille Cedex 3
Téléphone : 04 91 28 40 40
www.bouches-du-rhone.gouv.fr

JC. CICCARELLA

08.07.2022

Projet ZAP de Meyreuil

Carte 12 : Périmètre proposé pour la ZAP de Meyreuil



Documents information du Public

Presse

La Provence

La Marseillaise

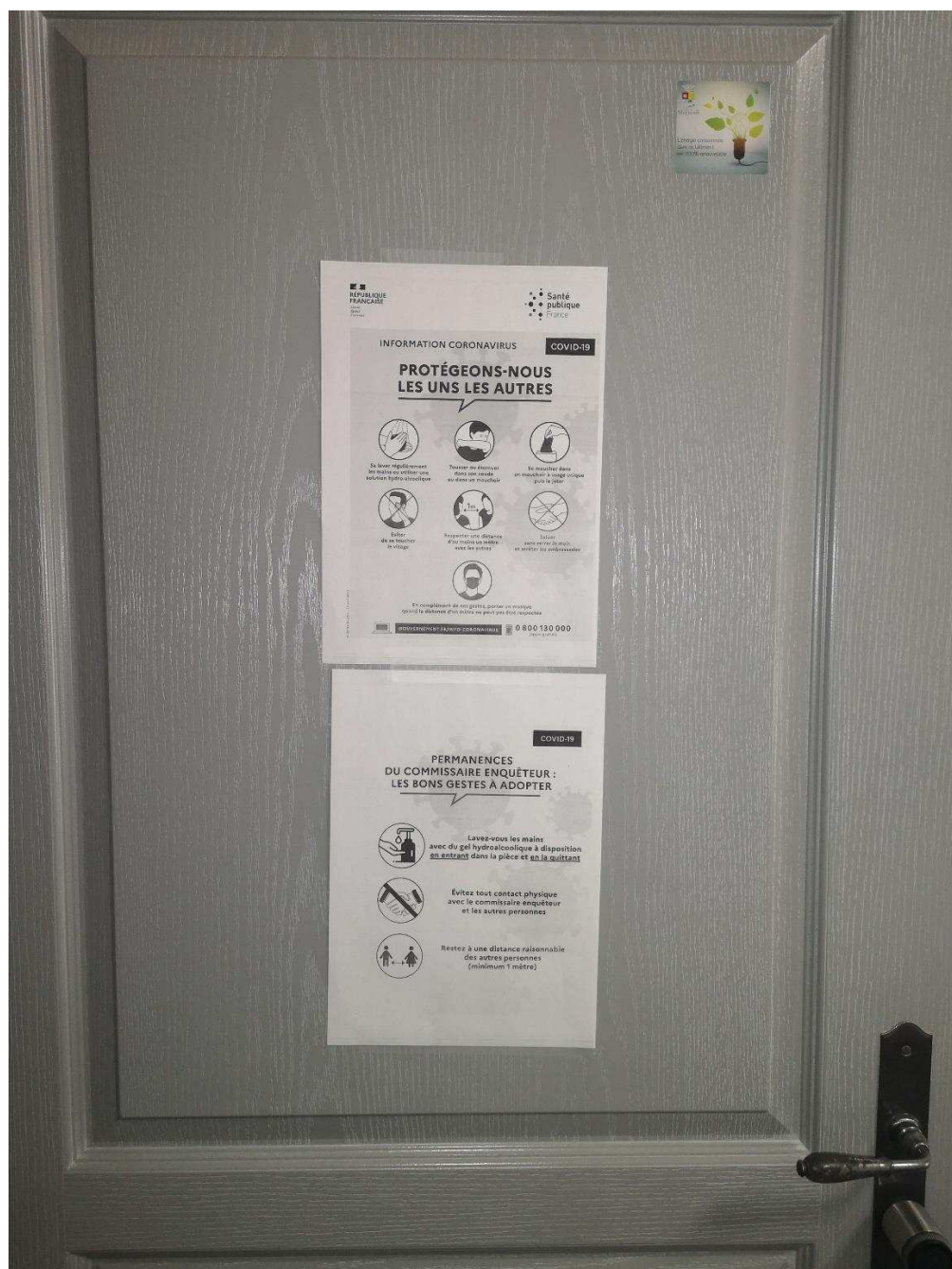
Affichages

Mairie

Certificat d'affichage

Consignes liées à la Covid 19

Affichage



La Presse

14 La Marseillaise / jeudi 16 juin 2022

PROVENCE

BOUCHES-DU-RHÔNE
Deux feux et le dispositif
de prévention déclenché

Un incendie s'est déclaré mercredi à Orgon dans l'après-midi en bordure de l'autoroute A7 mobilisant quelque 90 sapeurs pompiers des Bouches-du-Rhône et entraînant la disparition de 5 hectares ainsi que la destruction d'une serre agricole. Dans la soirée, un second feu s'est déclenché à Lançon, depuis la départementale 538 et a été rapidement maîtrisé. Compie tenu des risques, le préfet a activé par anticipation le dispositif de prévention des feux de forêts à compter de jeudi. Ce dispositif partenarial,

établi en lien avec le conseil départemental, le Sdis (pompiers) le BHPM (Marins pompiers) l'ONP (Office national des forêts) et l'ADOCF (Association départementale des comités communaux feux de forêts), repose sur l'armement de vigiles, complété par des patrouilles de surveillance et d'intervention rapide. Une vigilance particulière est à observer lors de la réalisation de travaux à l'origine de nombreux départs de feu. L'utilisation d'engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu par étincelles ou échauffements est réglementée quotidiennement en fonction du niveau du risque du jour. Le niveau de risque du jour et l'accès aux massifs est consultable sur le site Internet bpap.paca-ate.fr à partir de 18 h la veille.

LA CIOTAT
Inscriptions au conservatoire

Les dossiers d'inscriptions au conservatoire municipal de musique et d'art dramatique Zino Francescatti pour la rentrée 2022-2023 seront disponibles à partir du mercredi 22 juin 2022 sur le site Internet de la Ville. Le retour des dossiers s'effectuera auprès du secrétariat du conservatoire ou par email à l'adresse inscriptions.conservatoire@mairie-laciotat.fr. A compter du 4 juillet, ils pourront être déposés à la nouvelle adresse : 1 place St-Jacques-13600 La Ciotat. Les cours débuteront le 19 septembre 2022 au nouveau conservatoire situé sur la place St-Jacques.

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À POURSUIVRE LES ABUS DE POUVOIR

BOUCHES-DU-RHÔNE
Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@marseille.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Avis d'enquête publique préalable à l'institution de services de prépaiement de contributions publiques d'eau et d'assainissement, au bénéfice de la Société du Canal de Provence, dans le cadre du maillage-assainissement des réseaux du Grand Côté du Tholonet, de Châteauneuf et de Roussat-Mard, sur le territoire de la commune de Châteauneuf-le-Rouge.

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône n°1222-30 du 6 juin 2022, l'avis public est ouvert sur le territoire de la commune de Châteauneuf-le-Rouge, au bénéfice de la Société du Canal de Provence, à l'initiative publique préalable à l'institution de services de prépaiement de contributions publiques d'eau et d'assainissement, dans le cadre du maillage-assainissement des réseaux du Grand Côté du Tholonet, de Châteauneuf et de Roussat-Mard à Châteauneuf-le-Rouge.

Selon le règlement en vigueur pour la conduite de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour la mise en œuvre de l'avis public sont les suivantes :

- consulter le dossier sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publiques/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-Avis-1222-30>;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de MEYRELLIS ;
- adresser ses observations et propositions par courriel à l'adresse suivante : prefet@bouches-du-rhone.gouv.fr ;
- adresser ses observations et propositions par voie électronique au site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publiques/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-Avis-1222-30> ;

Mairie de Châteauneuf-le-Rouge - Le Châteauneuf - 13700 CHÂTEAUNEUF-LE-ROUGE
Du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

Par ailleurs, les observations du public pourront être adressées par écrit à la mairie de Châteauneuf-le-Rouge à l'adresse précitée, au Commissaire enquêteur, ou au Maire, qui les adressera au préfet. En outre, les observations seront également reçues par le Commissaire enquêteur qui se tient à disposition de cet effet au lieu, jour et heures suivants :

Mairie de Châteauneuf-le-Rouge - Le Châteauneuf - 13700 CHÂTEAUNEUF-LE-ROUGE : le lundi 04 juillet 2022 de 09h00 à 12h00, le mardi 12 juillet 2022 de 09h00 à 12h00 et le mercredi 20 juillet 2022 de 14h00 à 16h00.

Il n'est pas admis de modifier les données du dossier, dans un délai maximum d'un mois à compter de la clôture de l'enquête. Les adresses des services intéressés, auprès desquels le public peut recueillir des informations, sont les suivantes :

- Société du Canal de Provence
et d'aménagement de la région provençale
Le Tholonet
CS 10064
13182 AIX-EN-PROVENCE Cedex 5
Tél. : 04 42 88 70 00

- Mairie de Châteauneuf-le-Rouge
Le Châteauneuf
13700 CHÂTEAUNEUF-LE-ROUGE
Tél. : 04 42 58 52 01

- Préfecture des Bouches-du-Rhône
Direction de la Coopération, de la Législation et de l'Environnement
Bureau de l'Unité Publique, de la Consultation et de l'Environnement
Place Félix-Bertr
CS 80003
13260 MARSEILLE Cedex 06
Tél. : 04 94 35 40 00 Site Internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 14 juin 2022
Le Préfet et par délégué,
Le Chef de Bureau de l'Unité Publique,
de la Consultation et de l'Environnement
Signé
Patrick PAYAN

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône n°1222-30 du 6 juin 2022, l'avis public est ouvert sur le territoire de la commune de MEYRELLIS, au bénéfice de la Société du Canal de Provence, à l'initiative publique préalable à l'institution de services de prépaiement de contributions publiques d'eau et d'assainissement, dans le cadre du maillage-assainissement des réseaux du Grand Côté du Tholonet, de Châteauneuf et de Roussat-Mard, sur le territoire de la commune de MEYRELLIS.

Selon le règlement en vigueur pour la conduite de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour la mise en œuvre de l'avis public sont les suivantes :

- consulter le dossier sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publiques/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-Avis-1222-30> ;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de MEYRELLIS ;
- adresser ses observations et propositions par courriel à l'adresse suivante : prefet@bouches-du-rhone.gouv.fr ;
- adresser ses observations et propositions par voie électronique au site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publiques/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-Avis-1222-30> ;

Monsieur Jean-Claude GICARELLO, Chef de projet GEA Caderache « et al », désigné en qualité de commissaire enquêteur se tient à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- Vendredi 8 juillet 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- lundi 18 juillet 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- mercredi 27 juillet 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- mercredi 3 août 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- lundi 8 août 2022 de 09h00 à 12h00.

Les observations et propositions du public présentées par voie postale, ainsi que les observations écrites envoyées au commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultées au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultées sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Elles seront communiquées aux fins de la procédure qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le cadre des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie électronique pendant un an sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Au terme de l'enquête publique, l'autorité compétente pour prendre la décision relative au titre de l'article R112-2 du code rural et de la pêche maritime est la Préfecture des Bouches-du-Rhône par arrêté portant règlement du périmètre du projet en Zone Agricole Protégée.

La personne responsable du projet est la commune de MEYRELLIS. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du service urbanisme (tel : 04 42 85 90 55).

Fait à Marseille, le 14 juin 2022
Le Chef de Bureau de l'Unité Publique, de la Consultation et de l'Environnement
Signé
Patrick PAYAN

[1] Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelle que soient leur forme, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront à l'origine consultables en ligne.

La Marseillaise

Vie des sociétés

AVIS

Aux termes d'une AG ordinaire du 12/11/2021, les actionnaires de la société dénommée 1001 SOINS, Société d'ordonnance (Société à responsabilité limitée) ont décidé, au capital de 100.101 euros, dont le siège est : 108 Boulevard Roger Chausson 13076 MARSEILLE, l'immixtion des RCS MARSEILLE 501588212, à la fois constatée la dissolution, à compter du 12/11/2021 de Monsieur François DELBART, demeurant à JUMEA - 95010 - 37, à la fois de l'Assemblée Générale, et à la fois de la Société.

ERRATUM

Rectification à l'annonce N°202203462 parue le 14/06/2022, concernant la société SARL SOLUTION TECHNIQUE DU SATIEMT. Il s'agit d'ajouter : M HAMANE HEDJER.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AGE du 31/12/2021. La SASU HLG WELLNESS 2 Montée des Baux 13600 ESTRES RCS SAUON 550 756 987, approuvées comptes de liquidation, démissionnaires, l'achèvement de son mandat et la clôture de la liquidation.

ERRATUM

Rectification à l'annonce N°202203462 parue le 14/06/2022, concernant la société SAS AD MESAV. Il s'agit de préciser que la liquidation sera déposée au greffe du Tribunal de Commerce de SAOON DE PROVENCE et non MARSEILLE.

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 09/06/2022, la SASU a été créée par contrat de location gérance entre Monsieur Jean-Luc, Monsieur FRÉDÉRIC, Monsieur et demeurant : Cité Saint-Jean, Apt 42, 22917 des Marguerites 13010 MARSEILLE. Titulaire de l'Autorisation de Taxi N°200 sur la commune de Marseille et, La Société dénommée AMELIANCES COIN JOLY. Société à responsabilité limitée. Au capital de 6 000 euros. Dont le siège social est : 553 rue Saint Pierre, les Lascars Baux - 13012 MARSEILLE. Immatriculée au Régistre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le N°FR 334 9818. Représentée par son gérant, Monsieur David MASCONE, possédant sur une autorisation de stationnement N°200 à compter de la date de signature du contrat par la Direction du Contrôle des Véhicules Publics, renouvelée par la Direction de l'Urbanisme et de l'Aménagement de la Ville de Marseille.

DISSOLUTION

L'AGE du 31/12/2021. La SASU HLG WELLNESS 2 Montée des Baux 13600 ESTRES RCS SAUON 550 756 987, a décidé la dissolution de la société, à compter de la date de la liquidation, l'achèvement de son mandat et la clôture de la liquidation.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une Société Civile Immobilière dénommée : SO.

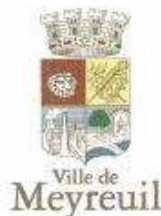
Objet social : L'acquisition de biens immobiliers de toutes natures, la gestion, l'administration, la gestion, la location par bail ou autrement, tous placements de capitaux sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions, obligations, parts sociales, et, en général, toutes opérations ayant trait à l'objet ci-dessus énoncé, en tous pays, pourvu que ces opérations ne modifient pas la caractéristique de la société.

Siège social : 100 Boulevard de Saint-Loup-BAT A 13010 MARSEILLE Capital : 500 euros

Gérance : Monsieur Christian B. HAYEK demeurant 2 Rue du Commandant Roland 13008 MARSEILLE

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

Certificat d'affichage Mairie de Meyreuil



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
ARRONDISSEMENT D'AIX-EN-PROVENCE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné Jean-Pascal GOURNES, Maire de la commune de Meyreuil, certifie avoir fait afficher aux lieux accoutumés et sur le site de Valbrillant le 20/06/2022 l'avis d'enquête en date du 14/06/2022 concernant :

- L'enquête publique relative au projet de création d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) sur le territoire de la commune de Meyreuil / Vallon de Valbrillant et Labouaou

et que cet avis restera affiché pendant toute la durée de l'enquête, soit jusqu'au lundi 08/08/2022 inclus.

En foi de quoi, j'ai délivré le présent certificat pour valoir ce que de droit.

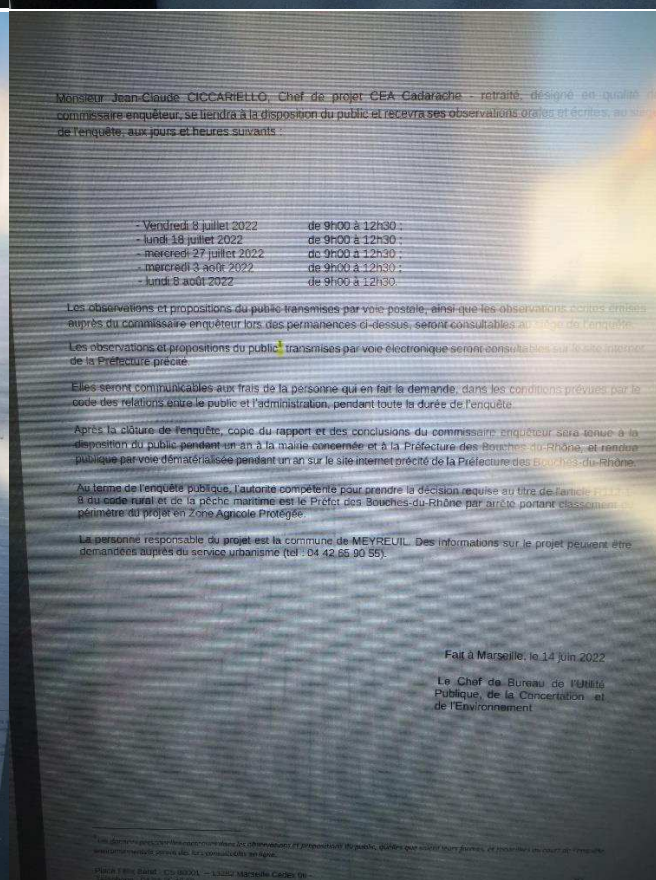
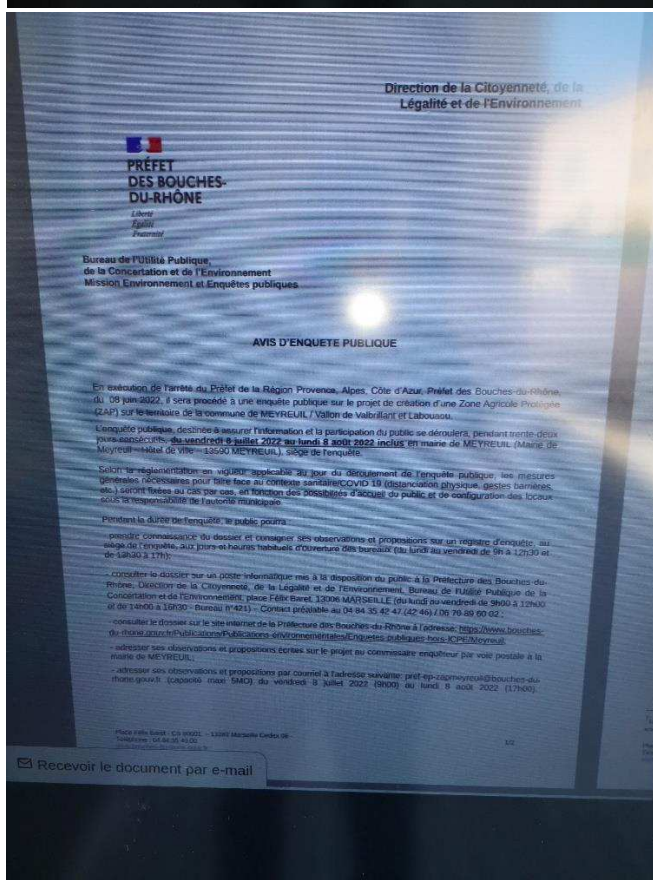
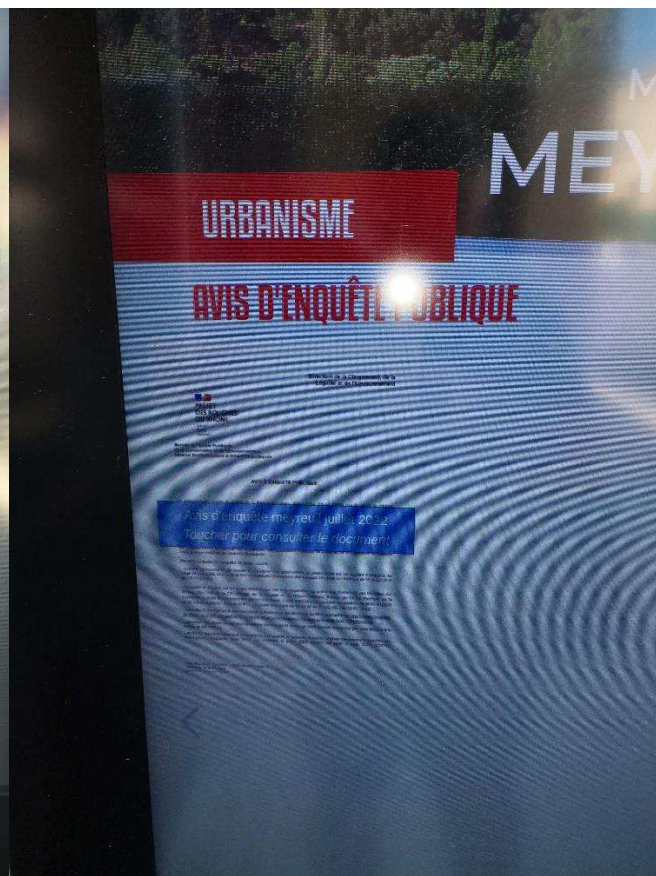
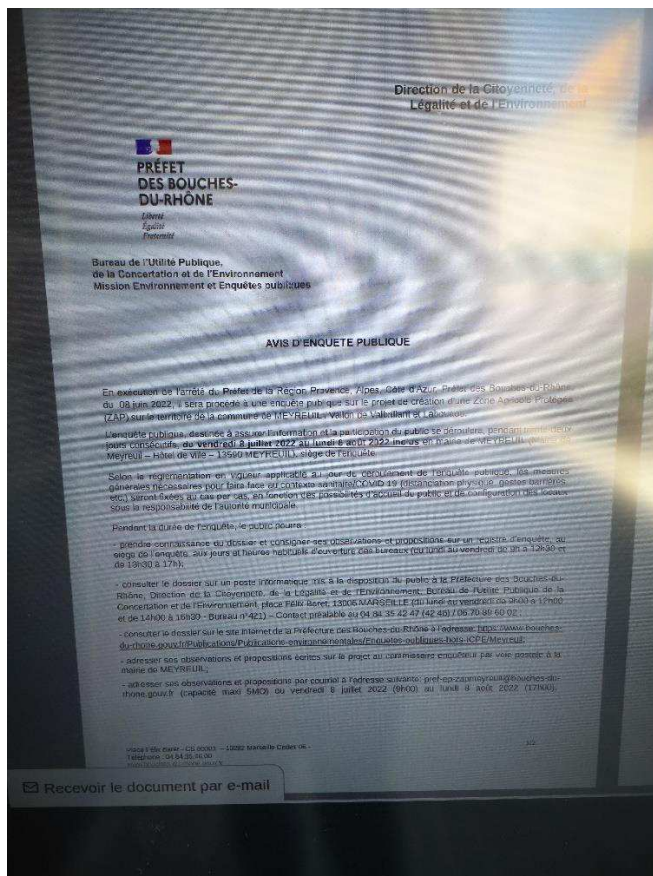
Fait à Meyreuil, le 20/06/2022

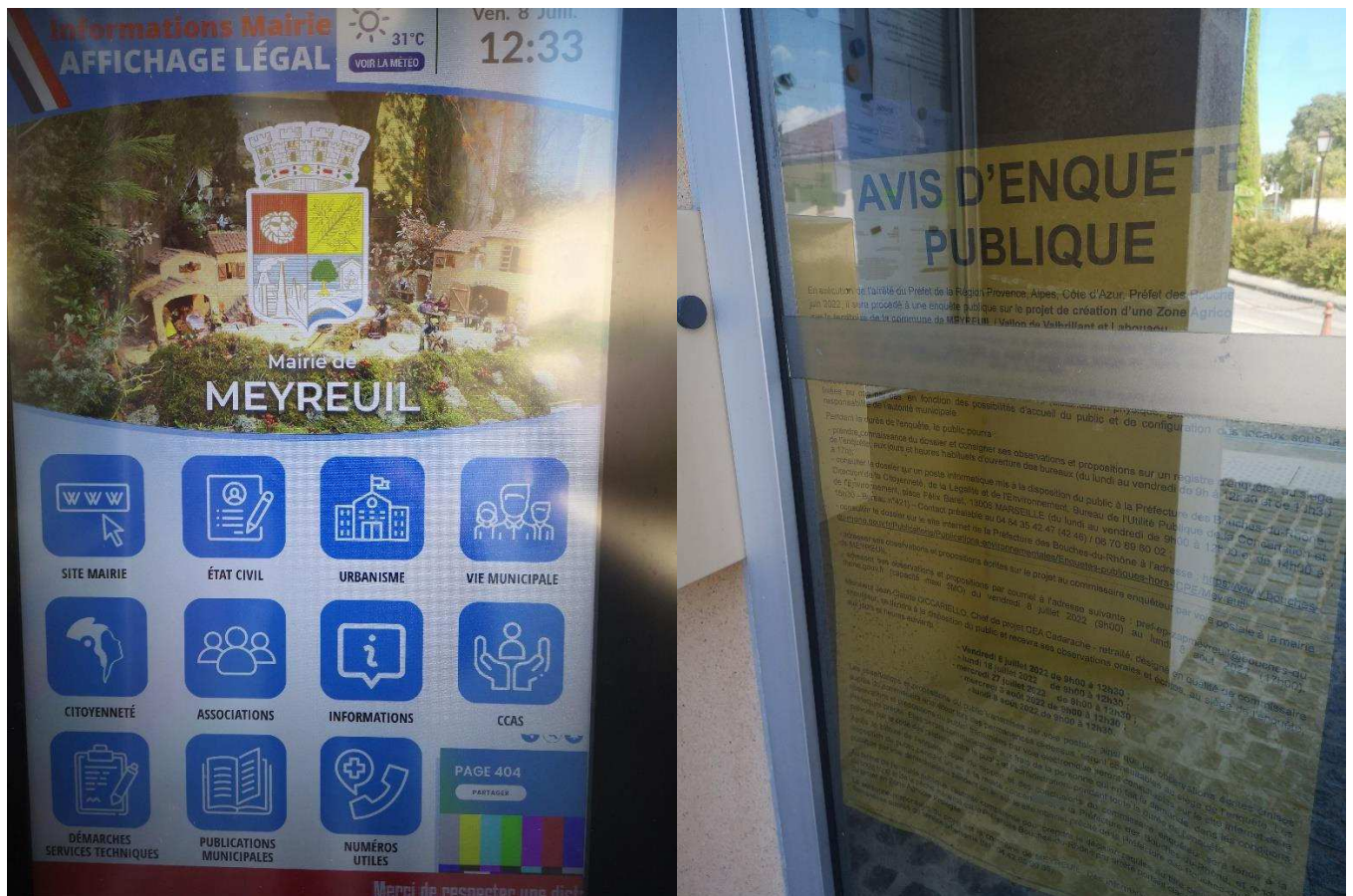
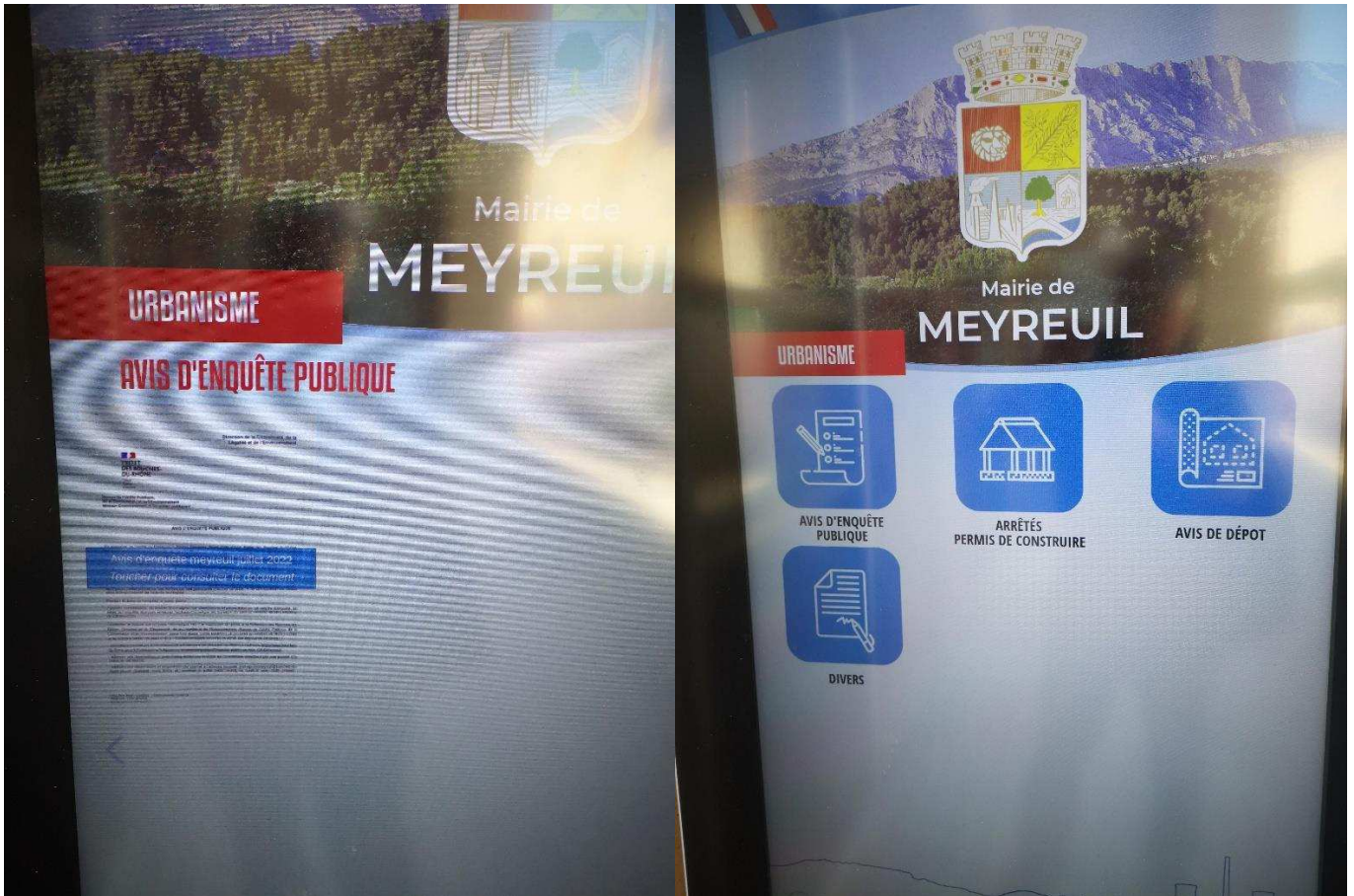


Le Maire,

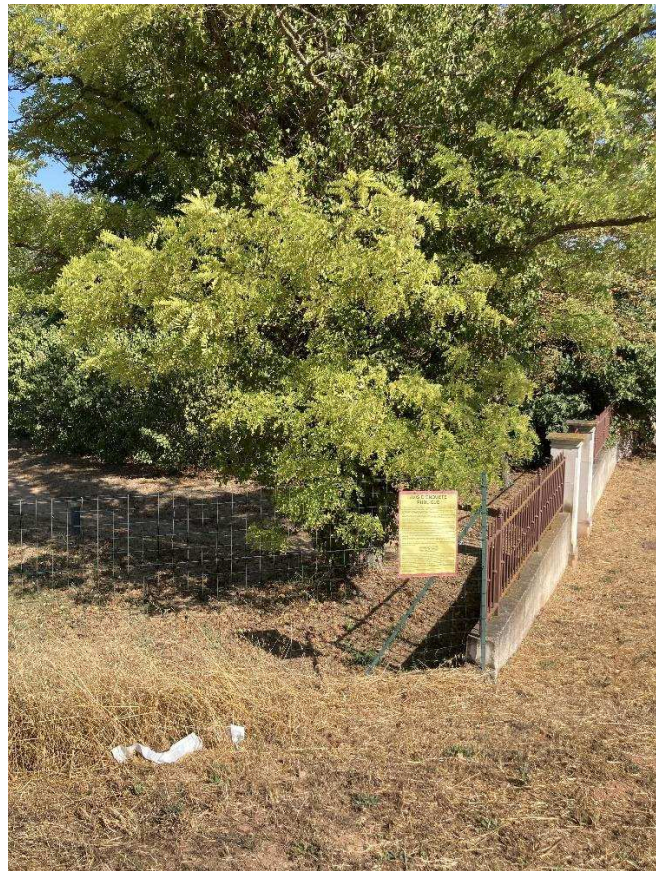
Jean-Pascal GOURNES

Hôtel de Ville - Allée des Platanes - 13590 Meyreuil
Tél. 04 42 65 90 65 - E-mail : info@ville-meyreuil.fr - www.ville-meyreuil.fr
Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à Monsieur le Maire
#MeyreuilTerredEspoir





Affichage Vallon de Valbrillant



Documents Mairie de Meyreuil

Le registre de l'enquête

Récépissés

- **Récupération du registre**
- **Remise en main propre du PV de synthèse 12-08-2022**
- **Récupération du PV de synthèse 17-08-2022**

1. *La République*
 2. *Le peuple*
 3. *Le territoire*
 4. *Le développement*

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

reistif a

L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CRÉATION D'UNE ZONE AGRICOLE PROTÉGÉE (ZAP) SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MEYREUIL / VALLON DE VALBRILLANT ET LABOUAOU.

DC. CICCARELLO

- 1 -

ENQUETE RELATIVE
AU

PREFECTURE DES B-D-R
Direction de la citoyenneté
de la légalité et de
l'environnement

T DE CRÉATION D'UNE ZONE AGRICOLE PROTÉGÉE (ZAP) SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE MEYREUIL / VALLON DE VALBRILLANT ET LABOUAOU.

En exécution de l'arrêté du 08 juin 2022 de Monsieur le Préfet,
de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur et du département
des Bouches-du-Rhône, je, soussigné,
Jean-Claude PICCARIELLO, Commissaire Enquêteur

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 8 feuillets, pour recevoir
durant un mois pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, les obser-
vations du public.

A Meyreuil, le 08 juillet 2022
J.C. PICCARIELLO

Première journée:
Le 08 juillet 2022 de 9 h heures 00 à 12 heures

1^{re} Observations de M. NAJ

DE

- 2 -

PERMANENCE du 08-07-2022
Heure de 9^h00 à 12^h30
M. CICCARIELLO

PREFECTURE 033 00 R
Direction de la circulation
de la légalité et de
l'environnement

de 11-07-2022
aucune observation

12/07/22
RAS

13/07/22
RAS

15/07/22 Maire Fermé RAS

PERMANENCE du 17-07-2022
Heure de 9^h00 à 12^h30
M. CICCARIELLO

19/07/22
RAS

20/07/22
RAS

21/07/22
RAS

cc

22/07/22

[Redacted]

J'ai eu pris connaissance du projet, dit Blama.
Ceci paraît être une bonne chose, qu'il y ait
des espaces non dédiés à la construction.
Notamment la ferme de Babouassou.

25/07/22

RAS

26/07/22

Permanence du 27 juillet 2022

Heures 9h00 à 12h30

DC CICCAGIELLO

28/07/22

RAS

29/07/22

RAS

1^{er}/08/22

RAS

2/08/22

RAS

DC

- 4 -

PREFECTURE DES B-D-R
Direction de la citoyenneté
de la laïcité et du
patrimoine

Permanence du 03 Août 2022
Heures 9h00 à 12h30
20 CICCARILO

[Redacted]

J'ai vu par le site de la Prefecture l'enquête
Publique concernant la ZSP de Hérault. Maire de Juv
de la région je dois faire ma contribution à ce projet
que je trouve très intéressant j'approuve totalement
la demande de la Commune de HÉRHAULT

[Redacted]

et [Redacted]

j'ajoute tous les jours depuis 30 ans le chemin de
Valbaillet. j'apprécie infiniment la cue me la ste Pictore,
la préservation des espaces naturels, la réhabilitation du
domaine de Valbaillet, but tous ces patrimoines
préservés. Le projet de création d'une zone protégée
agricole, qui permettra de développer des soc et de
préservé ce patrimoine face à la pression foncière,
apparaît pour moi comme un excellent projet.
Personnellement, j'aimerais voir apparaître une
initiat° dans cette démarche à développer les productions
photovoltaïques sur les toits des stables à construire
ou existantes.

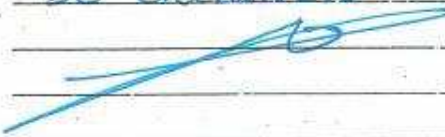
20

PREFECTURE DES B-O-A
Direction de la citoyenneté
de la légalité et de
l'environnement

N 4 Août 2022 RAS

A 5 Août 2022 RAS

Première du 08.08.2022
Horaires 9^h00 à 12^h30
CC CICCADIELLO



le 08.08.2022
A 17^h30 RAS

observation déposée par l'adresse
de la Préfecture

PERFETTO Evelyne PREF13 <evelyne.perfetto@bouches-du-rhone.gouv.fr>

À :

Vous :

Cc :

FOURNIER-ZAMORANO Florence PREF13

Lun 08/08/2022 09:41

Bonjour Monsieur CICCARIELLO,

Je vous transfère à toutes fins utiles cette unique observation transmise dans le cadre de l'enquête publique sur le projet de ZAP sur MEYREUIL qui prend fin ce jour. Elle a été versée sur le site internet de la Préfecture.

Très cordialement

----- Message transféré -----

Sujet : Soutien au projet de ZAP Valbrillant

Date : Sun, 7 Aout 2022 13:30:11

Pour : pref-cp-zapmeyreuil@bouches-du-rhone.gouv.fr

Bonjour,

Résidant à Meyreuil, je soutien grandement le projet en cours de création d'une ZAP sur le vallon de Valbrillant.

Cordialement,

MAUREL Sandra

de CICCARIELLO

- 16 -

Le 09-08-2022 à 9h30 heures

Le délai d'enquête étant expiré.

Je, soussigné, Jean-Charles CICCARIELLO et
réceptif en Marie le 09-08-2022
à 9h30

declare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public pendant un mois
du 07-07-2022 au 08-08-2022
durant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux.

Les observations ont été consignées au registre par 3 personnes
(pages N°s 3 et 4)


En outre, j'ai reçu 1 lettres ou notes écrites qui sont annexées
au présent registre:

1° Lettre en date du 08-08-2022 de M. Mme Sandra PAUL

2° Lettre en date du _____ de M. _____

3° Lettre en date du _____ de M. _____

DE CICCARIELLO





RECEPISSE REMISE DE DOCUMENTS

NOM : Moulin de Meyreuil Sauvage

PRENOM :

REPRESENTANT DE LA SOCIETE :

Atteste avoir ^{reçu} les documents : le registre d'enquête publique

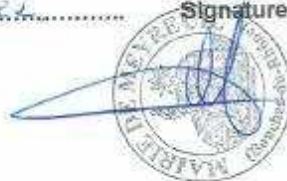
de 9/8/2022 à 9h30 à Monsieur K. Gaudin

Enquêteur de registre est délégué à la disposition des P. X. de 8/8/2022
jusqu'à 17h30.

Du service urbanisme de la ville de Meyreuil.

Fait à Meyreuil le : 9/8/2022

Signature :



Hôtel de Ville- Allée des Platanes- 13590 MEYREUIL
Service Urbanisme
Tél 0442659055 – Fax 0442659037
urbanisme@ville-meyreuil.fr



RECEPISSE REMISE DE DOCUMENTS

NOM : Mme GIANNINO

PRENOM :

REPRESENTANT DE LA SOCIÉTÉ : Dame de Meyreuil Sa Urbanisme

Atteste avoir reçu les documents : de A. CICCARIELLO, commissaire enquêteur, le procès verbal de synthèse concernant l'enquête publique de la création de la ZAP du Vallon St. Valtréhaud et de la base de la commune de Meyreuil
Du service urbanisme de la ville de Meyreuil.

Fait à Meyreuil le : 20.10.2013

Signature :

Hôtel de Ville- Allée des Platanes- 13590 MEYREUIL
Service Urbanisme
Tél 0442659055 – Fax 0442659037
urbanisme@ville-meyreuil.fr



RECEPISSE REMISE DE DOCUMENTS

NOM : Mme GIANVINO

PRENOM :

REPRESENTANT DE LA SOCIETE : Mme de Meyreuil Service Urbanisme

Atteste avoir ^{reçu} les documents : 2. Dossier SCAPELUS, Commission
experte, le procès verbal de synthèse concernant l'expertise

publique de la création de la ZAP du Vallon de Vallbrillant et
base de la commune de Meyreuil, qui tient
Du service urbanisme de la ville de Meyreuil. et des annexes

Fait à Meyreuil le : 17.08.2022

Signature :

Hôtel de Ville- Allée des Platanes- 13590 MEYREUIL
Service Urbanisme
Tél 0442659055 – Fax 0442659037
urbanisme@ville-meyreuil.fr

Bibliographie

Unité biomasse Provence 4 de Gardanne-Meyreuil (13)

Plan d'approvisionnement



Synthèse publique



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE
Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux
Dossier suivi par : MARGUIMBAU
Tél. : 04.84.35.42.88
n°280-2012 PC

Marseille le, 3 AOUT 2012

**ARRETE PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
RELATIVES AUX EMISSIONS DE POUSSIERES ISSUES DES INSTALLATIONS
INDUSTRIELLES DE LA SOCIETE E ON SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE
ET DE THERMIQUE A GARDANNE ET A MEYREUIL**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- Vu les directives européennes 1999/30/CE et 2008/50/CE relatives à la qualité de l'air,
Vu le Code de l'Environnement,
Vu l'arrêté préfectoral n° 219-2009 PC du 2 octobre 2009, autorisant la société Nationale d'Electricité et de Thermique (SNET) à exploiter des installations de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth au sein de la centrale de Provence sur le territoire des communes de Gardanne et de Meyreuil,
Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur des Installations Classées en date du 25 avril 2012
Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 7 juin 2012,
Vu les observations de la société EON Société Nationale d'Electricité et de Thermique (SNET) du 18 juillet 2012
Vu le courriel du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 27 juillet 2012

CONSIDERANT que les valeurs limites imposées pour les concentrations dans l'air ambiant des particules fines en suspension inférieures à 10 µm (PM 10) sont régulièrement dépassées dans certaines zones du département des Bouches-du-Rhône depuis l'entrée en vigueur de la législation en 2005,

CONSIDERANT que la Commission européenne a assigné la France devant la Cour de justice européenne le 19 mai 2011 pour non-respect des valeurs limites applicables aux PM 10 dans seize zones de qualité de l'air, dont notamment la zone d'Aix-Marseille,



PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 22 mai 2012

Service Prévention des Risques

Unité Territoriale des Bouches du Rhône

LIREC - 05.04.12
DIAW/2012-192 - ICPE
SIIIC 64-00023-P1
Affilié suivi par Laurent BELLONE

AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

Objet : Avis de l'autorité environnementale pour un projet d'installation classée.
Demande en date du 19 avril 2012 de la société E.ON - Société Nationale d'Electricité et de Thermique (SNET) pour obtenir l'autorisation d'exploiter la tranche 4 de la centrale de Provence (BP 26 13590 Meyreuil) avec comme combustibles notamment de la biomasse, et de créer des bâtiments de stockage de plaquettes et granulés de bois sur la zone de la centrale, de créer une aire de stockage de bois bruts et un bâtiment de broyage sur la zone de la Moulaine, sur les communes de Gardanne et de Meyreuil.

Références :

- Saisine de la Préfecture des Bouches-du-Rhône en date du 26 avril
- Réponse de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à la consultation par l'autorité environnementale, en date du 21 mai 2012.
- Avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 4 mai 2012.
- Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) des Bouches-du-Rhône, en date du 16 mai 2012.

Préambule

Compte tenu de son importance et de ses incidences potentielles sur l'environnement, le projet de conversion à la biomasse de la tranche 4 LFC (Lit Fluidisé Circulant) de la centrale de Provence sur les communes de Gardanne et de Meyreuil, est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L-122-1 et R-122-1-1 du Code de l'Environnement.

L'avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier de l'étude d'impact et de l'étude de danger, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il devra être mis à la connaissance du public.

Comme prescrit aux articles L-122-18 et R-512-3 du Code de l'Environnement, le porteur du projet a produit un dossier comportant notamment une étude d'impact et une étude de danger.

Ce dossier a été déclaré recevable au titre de l'article R 512-8 du code de l'environnement le 2 mai 2012. Il a été transmis à l'Autorité Environnementale le 26 avril 2012.

www.paca.developpement-durable.gouv.fr

Siège :
DREAL PACA
16, rue Antoine Zola
13332 MARSEILLE CEDEX 3

*Arrêté Préfecture des Bouches-du-Rhône n° 1381-2011A du 24 mai 2012
Conclusions et Avis du Commissaire Enquêteur*

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
COMMUNES DE GARDANNE ET MEYREUIL

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 02 juillet 2012 au 02 août 2012 inclus

Maître d'Ouvrage
Société E.ON - Société Nationale d'Electricité et de Thermique



CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Commissaire Enquêteur Jean Pierre FERRARA

Jean Pierre FERRARA commissaire enquêteur décision du Tribunal Administratif de Marseille n°E1000069 du 16 mai 2012

1

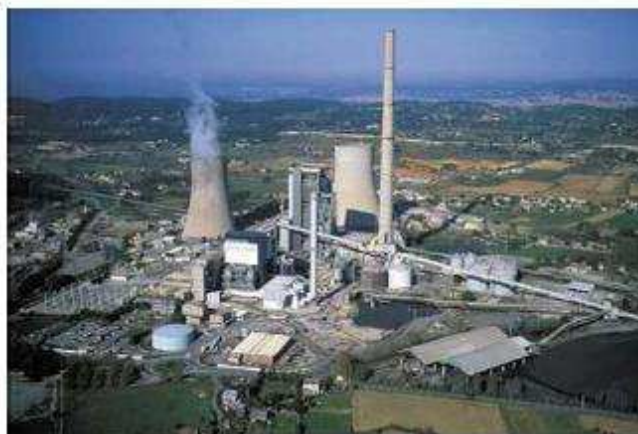


CENTRALE DE PROVENCE

MEYREUIL-GARDANNE (13)

MISE A JOUR DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
RELATIVE AU PROJET DE MODIFICATION DE PROVENCE 4

RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DE DANGERS



Version 1.4

Avril 2012

Dossier réalisé avec la collaboration de :



Agence Rhône-Alpes - 69 960 CORBAS - Tél. 04 72 51 48 16

Siège : 2/4 Avenue de la Pépinière -78 220 VIROFLAY – Tél. 01 39 24 56 70



CENTRALE DE PROVENCE

MEYREUIL-GARDANNE (13)

**MISE A JOUR DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
RELATIVE AU PROJET DE MODIFICATION DE PROVENCE 4**

RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'IMPACT



Version 2.1

Avril 2012

Dossier réalisé avec la collaboration de :



Agence Rhône-Alpes - 69 960 CORBAS - Tél. 04 72 51 48 16

Siège : 2/4 Avenue de la Pépinière -78 220 VIROFLAY – Tél. 01 39 24 56 70

COMMUNE DE MEYREUIL ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

LE POS DEVIENT PLU

Les lois Solidarité et Renouvellement Urbains - loi «SRU» (2000) et Urbanisme et Habitat (2003) ont apporté des modifications significatives en matière de documents de planification territoriale :

✓ Le Plan d'Occupation des Sols (POS) est remplacé par le **Plan Local d'Urbanisme** ou **PLU**.

✓ Le P.O.S. fixait le droit des sols, le P.L.U. présente en plus le projet d'aménagement de la commune pour les années à venir. C'est de ce projet que vont découler les zonages et le droit des sols. Le P.L.U. devient un véritable outil de **planification stratégique**. Il est l'expression du projet urbain de la commune en matière d'aménagement, de traitement des espaces publics, de paysage, d'environnement.

✓ Il doit être en **cohérence** avec les politiques intercommunales d'aménagement urbain et d'habitat.

De plus, les récentes évolutions législatives, et notamment la loi relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, ont renforcé le rôle des PLU en matière d'engagement en faveur du développement durable. Le PLU est donc un document plus riche et plus global, élaboré et révisé dans le cadre d'une concertation impliquant davantage les élus et les citoyens.

LES CINQ PIECES DU PLU

1- Un rapport de présentation qui expose le diagnostic au regard des prévisions économiques et démographiques ainsi que l'analyse de l'état initial de l'environnement.

Il explique les choix retenus par la commune pour le PADD. Il évalue les incidences du PLU sur l'environnement, et expose les dispositions prises pour sa préservation et sa mise en valeur.

2- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.)

Pièce maîtresse du PLU, puisqu'il définit les orientations d'aménagement et d'urbanisme de la commune pour l'ensemble du territoire, il exprime le projet urbain de la commune.

3- Un règlement : le règlement présente pour chaque zone son affectation principale ainsi que les règles d'urbanisme qui s'y appliquent.

4- Des documents graphiques : ils délimitent les zones qui font l'objet du règlement.

La loi S.R.U. distingue **4 grands types de zones** :

« **U** » zones urbaines : c'est-à-dire des zones déjà urbanisées ou des zones équipées pour recevoir des constructions.

« **AU** » zones à urbaniser (anciennes zones NA) : secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

« **A** » zones agricoles (anciennes zones NC) : secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

« **N** » zones naturelles et forestières (anciennes zones ND) : secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, et des paysages ; ou correspondant à une exploitation forestière ; ou à caractère d'espace naturel.

La loi S.R.U. **supprime les zones NB**, chaque zone NB devra être reclassée dans l'un des 4 autres types de zones définis ci-dessus.

S- Des annexes : c'est à dire des informations sur les règles concernant l'occupation du sol, mais relevant d'autres procédures que celle du PLU, comme les servitudes d'utilité publique, les réseaux d'eaux et d'assainissement, les plans de prévention des risques naturels prévisibles...

L'article L.121-1 du code de l'urbanisme fixe les principes généraux auxquels doivent répondre les plans locaux d'urbanisme :

(...) les plans locaux d'urbanisme (...) déterminent les conditions permettant d'assurer :

1° l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;

2° la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat, de la diversité commerciale et de la préservation des commerces de détail et de proximité ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;

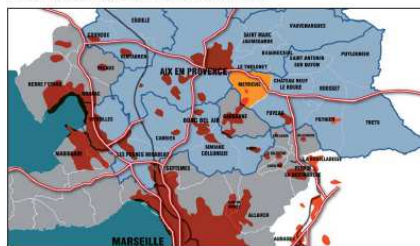
3° une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. (...)

LA SITUATION GENERALE

Le territoire de Meyreuil occupe une superficie de près de 2 000 ha marqué par une succession de plaines, collines et vallons.

Il se caractérise par une appartenance partagée entre le bassin minier, vers lequel est tourné le sud de la commune alors que la partie nord est s'ouvre sur la plaine de l'Arc et sur le bassin d'Aix en Provence. La commune est traversée par d'importantes infrastructures de transports, l'A8, la RD7n et la RD6. Il en résulte une bonne desserte mais également une segmentation du territoire.

Ces caractéristiques peuvent expliquer l'attractivité de la commune qui a vu sa population doubler depuis 1975. Cet accroissement démographique s'est accompagné d'un développement de l'urbanisation important, pas toujours maîtrisé. La commune a malgré tout su conserver un caractère naturel et agricole mais l'équilibre demeure fragile.



Parallèlement, l'activité économique locale a du faire face à un bouleversement important avec l'arrêt de l'exploitation minière. Le processus de reconversion a permis de dynamiser le tissu économique qui reste encore fortement marqué par la présence de la centrale thermique, équipement partagé avec la commune de Gardanne.

Enfin, la commune de Meyreuil appartient à la Communauté du Pays d'Aix (CPA). C'est à l'échelle de ce territoire intercommunal que le schéma de cohérence territoriale (SCOT) est en cours d'élaboration. Ce document de planification établit, à l'échelle de son territoire, les grandes orientations d'aménagement avec lesquelles le PLU de chaque commune devra être compatible.

L'ELABORATION DU PLU

L'élaboration du PLU se déroule en plusieurs phases :

- ✓ Elaboration du diagnostic territorial et formulation des enjeux
- ✓ Définition du projet d'aménagement et de développement durable (PADD)
- ✓ Mise en forme du règlement et des documents graphiques
- ✓ Rédaction du rapport de présentation et établissement des annexes
- ✓ Mise en forme du projet de PLU
- ✓ Arrêt du projet de PLU et bilan de la concertation
- ✓ Enquête publique
- ✓ Approbation du PLU

Le diagnostic territorial, première phase de l'élaboration du PLU a été engagé en septembre 2009 pour aujourd'hui aboutir à une première phase de concertation avec l'ensemble de la population, invitée à prendre connaissance et à s'exprimer sur son contenu.

Il constitue la base du travail, en mettant en évidence les potentialités et les contraintes du territoire, à travers l'analyse de ses caractéristiques, de ses besoins et des projets en matière socio-économique, environnementale, etc. Le diagnostic permet d'identifier les enjeux du territoire de Meyreuil sur lesquels s'appuiera le travail de définition du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), qui constituera la phase de travail suivante.

Des extraits de ce diagnostic territorial constitueront les deux premières parties du rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme :

- l'exposé du diagnostic établi au regard des prévisions et des besoins en matière socio-économique,
- l'analyse de l'état initial du site et de l'environnement.

L'arrêt du projet de PLU est envisagé pour la fin du premier semestre 2010, ce qui correspond à un PLU approuvé et applicable au premier trimestre 2011.

LA REVISION EN COURS ET SES OBJECTIFS

Le POS (Plan d'Occupation des Sols) approuvé le 25/03/1986, révisé le 19/02/1993 a subi depuis quelques modifications ponctuelles.

Au-delà de ces diverses procédures de révision partielle et de modifications, la Commune de Meyreuil dispose donc d'un document d'urbanisme datant de plus de 20 ans, se révélant inadéquat au regard des évolutions de son territoire et de l'actualisation de la législation en matière d'urbanisme et devant donc faire l'objet d'une révision.

C'est pourquoi le conseil municipal a décidé par délibération du 6 mai 2009 de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme afin d'assurer notamment :

- le renouvellement urbain en maîtrisant son développement et son étalement tout en offrant une cohérence des projets ;
- la valorisation du patrimoine naturel et urbain tout en préservant les paysages, le cadre de vie et l'environnement ;
- la prise en compte de façon accrue des risques ;
- un bon équilibre entre emploi et habitat en maintenant et favorisant l'implantation d'activités ;
- le renforcement des infrastructures et équipements de la Commune.

L'élaboration du PLU permettra à la Commune de Meyreuil, de conserver la maîtrise de son développement tout en faisant face à la pression foncière qu'elle connaît tant en matière d'habitat qu'en matière économique.

L'objectif final est d'offrir aux concitoyens un projet de ville prenant en compte la diversité de la commune et de ses paysages.

DIAGNOSTIC TERRITORIAL / INTRODUCTION Concertation

Cabinet C. LUYTON - Mai 2010



1



Les Référentiels Régionaux Pédologiques en France

Bertrand Laroche

► To cite this version:

Bertrand Laroche. Les Référentiels Régionaux Pédologiques en France. Journée Sol -Châteauroux, Nov 2015, Châteauroux, France. 26 p. hal-02797907

HAL Id: hal-02797907

<https://hal.inrae.fr/hal-02797907>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ETAT DES RISQUES NATURELS MINIERES ET TECHNOLOGIQUES

76 ROUTE DE MARTINA 13590 MEYREUIL



SYNTHÈSE DE L'EXPOSITION DE LA COMMUNE AUX RISQUES

Radon : NIVEAU 2

0 BASIAS, 0 BASOL, 0 ICPE

SEISME : NIVEAU 3

RISQUES NATURELS ⁽¹⁾

Inondation
Affaissements et effondrements (cavités souterraines)
Eboulement, chutes de pierres et de blocs
Tassements différentiels
Séisme
Feu de forêt

RISQUES MINIERES ⁽²⁾

Aucun

RISQUES TECHNOLOGIQUES ⁽³⁾

Rupture de barrage
Transport de marchandises dangereuses

(1) Ces risques concernent la COMMUNE, reporter-seuls aux conclusions pour connaître les risques concernant le bien.
(2) BASOL = Base de données de pollution des Sols, (3) BASIAS = Base de données des Sites Industriels et Activités de Services
(4) ICPE = Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Risques	Etat	Libellé	Date
Mouvement de terrain (Tassements différentiels)	Approuvé	PPR argiles	27/07/2007

CONCLUSIONS

Le bien est concerné par les PPR suivants:

- Mouvement de terrain et la cartographie indique que le bien se trouve dans une zone de mouvement de terrain



**Zone agricole protégée du Vallon
de Valbrillant et Labouaou
Commune de Meyreuil**

Rapport de présentation

Rapport rédigé par la Chambre d'agriculture des Bouches du Rhône



DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
COMMUNE DE MEYREUIL

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE
CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU
SOL

Enquête publique n°E18000025 / 13
du vendredi 13 avril 2018 au mardi 15 mai 2018

RAPPORT

Jacques RETUR
Commissaire enquêteur

Compte rendu

Projet Zone Agricole Protégée Commune de Meyreuil

Enquête Publique 2022

Compte Rendu		1
Lieu	Mairie de Meyreuil	
Date	Jeudi 02 juin 2022	
Objectifs	Prise de contact	
Durée	2 heures + 2 heures de visite du site	
Participants	Monsieur J. Pascal CURNES Maire de Meyreuil	
	Madame Sandra LAGARDE Chef du Service Urbanisme	
	JC CICCARIELLO C.E.	
Copie les participants		
Documents références	Rapport de Présentation – Plan de la vallée	

Historique

Le projet concernant cette zone « Zone Agricole Protégée du vallon de Valbrillant et Labouaou » date des années 2014, il avait été initié par l'ancien maire de la commune, approuvé au PLU de 2015.

Le 20 mai 2021 le conseil municipal approuve la création de la ZAP.

Le vallon concerné est principalement constitué :

De plusieurs parcelles

De friches

D'une zone AOC « appellation Origine Contrôlée/Protégée »

D'une zone de production de vin rosé de Provence.

Le plan de la zone présente un espace relativement vaste d'environ 80 hectares, ce vallon situé à l'Est de la ville s'étire jusqu'à la D7N (visite des lieux après la réunion).

Objectif

Le projet de ZAP est de valoriser le vallon, en tant qu'espace naturel mais aussi des infrastructures « fermes et autres », par la création d'une pépinière pour jeunes agriculteurs. Dans cet objectif la mairie va acquérir la ferme proche de la ville.

La mairie souhaite fédérer l'ensemble des propriétaires terrien et faire entre autres de cette zone un lieu d'accueil, au Nord est envisagé d'organiser les événements culturels (Partie hors ZAP).

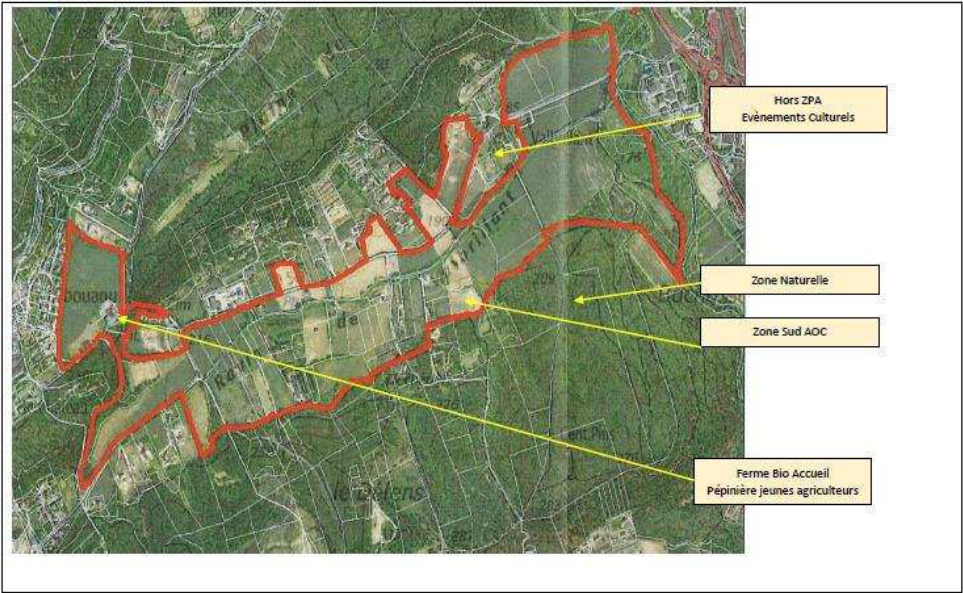
La Mairie a pris soin dans la définition de la zone de ne pas pénaliser les propriétés déjà construites, raison du découpage complexe (pourtour trait rouge).

La mairie est propriétaire de grande partie de la zone Sud et Nord « zone naturelle », qui resteront en l'état.

Les plans et photos jointes montrent la zone de la ZAP projetée.

JC CICCARIELLO





Quelques Photos de la zone concernée
par le projet de ZAP





